

Revue de presse

journal : La Broye
Date : 20.08.2020

Une large alliance pour les avions

VOTATION DU 27 SEPTEMBRE Le comité romand «Oui à la sécurité aérienne» a choisi le Musée Clin d'Ailes pour déployer ses arguments en faveur de l'acquisition de nouveaux appareils de combat. Pour que la défense aérienne ne devienne pas une pièce de musée.

MORENS

Sans nouveaux avions de combat, la Suisse se retrouvera sans protection aérienne en 2030: les Tiger sont déjà hors course et les F/A-18 le seront dans dix ans, juste bons à se retrouver au Musée Clin d'ailes de Payerne... C'est justement là qu'a tenu une conférence de presse, mardi, le comité romand «Oui à la sécurité aérienne». Il réunit des représentants du PLR, de l'UDC, du PDC, du PBD, des Vert'libéraux ainsi que de diverses organisations comme Swissmem ou l'Union patronale suisse. Une conférence de presse pour marteler le oui à l'acquisition de nouveaux avions de combat en votation populaire le 27 septembre prochain. Pour que la défense aérienne suisse ne devienne pas pièce de musée.

«Il n'y a pas de plan B. Nous n'avons pas d'autre choix que de remplacer à temps les F/A-18 et les F-5E Tiger», a commencé la conseillère nationale, présidente du comité romand et coprésidente de la campagne suisse pour la sécurité aérienne Jacqueline de Quattro.

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent remplacer les avions de combat en service depuis 1978 et 1996 par de nouveaux appareils, pour un coût de 6 milliards de francs. De son côté, le

Groupe pour une Suisse sans armée a déposé un référendum contre cette décision. Ils sont soutenus par le PS et les Verts. Le peuple aura le dernier mot aux urnes le 27 septembre.

Mardi, les représentants de la campagne pour le oui ont démonté un à un les arguments des opposants aux nouveaux avions.

6 milliards inutilisables en cas de refus

«Non, ces 6 milliards de francs ne sont pas un immense gaspillage d'argent. Cette acquisition sera entièrement financée par le budget ordinaire de l'armée. Il n'en résultera aucune réduction de fonds alloués par la Confédération dans les domaines de la santé de l'éducation ou de la lutte contre le changement climatique», a relevé l'astronaute et pilote Claude Nicollier, parrain de la campagne. Pour lui, «l'acceptation de ce renouvellement de notre défense aérienne est un pur acte de responsabilité citoyenne et de confiance dans notre système démocratique».

Bien plus, à l'attention de ceux qui pensent que ces 6 milliards seraient plus utiles en soutien à tous les domaines victimes du Covid, «les processus budgétaires sont ainsi faits qu'en cas de refus le 27 septembre, il n'y aura pas un sou de plus ni pour les indépendants ni pour aucune des victimes du Covid, mais juste un signal ca-

tastrophique pour la crédibilité de la Suisse sur la scène internationale», a précisé Jean-Luc Addor, conseiller national (UDC), vice-président du comité.

Moins polluants que les civils

Non, l'acquisition de nouveaux avions n'est pas une catastrophe écologique, a souligné Claude Nicollier: la production des gaz à effet de serre par l'aviation militaire suisse représente environ le 0,3% de l'ensemble des sources de CO₂ dans l'atmosphère dans notre pays. En comparaison avec l'aviation civile, la consommation totale de kérosène de l'armée représente 2% de la totalité du kérosène chargé en Suisse, a ajouté François Pointet, conseiller national (Vert'libéraux).

Non, on ne peut pas juste enlever la défense aérienne: si on supprime un maillon, c'est toute la chaîne de sécurité du pays qui est affaiblie, a pour sa part argumenté Sylvie Perrinjaquet, présidente du Club suisse pour la sécurité de l'information. Quant à déléguer la sécurité du ciel à un pays tiers, c'est en faire dépendre la Suisse.

Pour la Broye, Pierre-André Arm, directeur de la Coreb, a rappelé que les Forces aériennes représentent 630 emplois directs pour l'exploitation de la base aérienne, sans compter les emplois indirects qui gravitent autour.



Les représentants du comité romand devant un F/A-18, de g. à dr.: Pierre-André Arm, directeur de la Coreb, Pierre de Goumoëns, pilote, Sylvie Perrinjaquet, présidente du Club suisse pour la sécurité de l'information, Jean-Luc Addor, conseiller national, Claude Nicollier, parrain de la campagne, Charles Juillard, conseiller aux Etats, Jacqueline de Quattro, conseillère nationale et présidente du comité romand, et François Pointet, conseiller national. PHOTO ISABELLE KOTTELAT

«Acheter les nouveaux avions, c'est assurer la pérennité des places de travail dans la Broye.»

Pour la Suisse romande, les retombées économiques de l'achat des nouveaux avions dépasseront le milliard de francs de commandes compensatoires dans des domaines à caractère civil comme la métallurgie, l'électronique et électrotechnique ou l'horlogerie, a assuré le jurassien Charles Juillard, conseiller aux Etats (PDC).

■ ISABELLE KOTTELAT

Un nouvel avion, oui, mais lequel?

A ceux qui veulent avoir leur mot à dire quant au type d'avion à acquérir, l'astronaute et pilote Claude Nicollier demande de faire confiance aux autorités dans le même esprit que durant la crise sanitaire du Covid. «Le plus important est d'éviter un démantèlement complet de la défense aérienne.» «L'émergence de nouvelles formes de guerre ne remplace en rien les anciennes menaces. Aucun pays n'a renoncé

à sa flotte aérienne pour se concentrer sur le citoyen, nous avons besoin de nouveaux avions performants», a conclu Jacqueline de Quattro. Des propos appuyés par le pilote de F/A-18 Pierre de Goumoëns. «Les performances de l'avion sont déterminantes. Quand on décolle en mission, on ne sait jamais sur quoi on va tomber et seul un avion de combat permet de répondre à toutes les éventualités. IK